

POUR UNE MOBILISATION DU PARTI SUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES, TOILE DE FOND DE NOTRE POLITIQUE NATIONALE

Exposé des motifs :

Le constat que les questions internationales, ou de défense, intéresse peu l'opinion publique, pourrait devenir caduque.

L'intensification de la mondialisation se ressent à tous les niveaux : décisions multilatérales, régionales ou bilatérales, intensification des échanges, augmentation des flux migratoires, interventions militaires, etc., peuvent avoir des répercussions importantes sur la politique intérieure du pays et ses politiques publiques.

La crise économique touche le monde entier et affecte la vie quotidienne des populations de tous les pays.

L'actualité internationale est prégnante, les luttes de peuples pour la liberté et la démocratie secouent de nombreuses régions de la planète. Nos alliances traditionnelles se trouvent bouleversées. La suprématie occidentale ébranlée et la course aux ressources qui se raréfient (eau, terre, énergies) multiplient les guerres. Nationalismes et replis religieux entraînent le terrorisme là où la misère et la destruction de l'environnement sont les plus fortes.

La France est directement concernée. Ses interventions militaires depuis 2011 ont des conséquences durables et la placent au centre de la scène mondiale. Comme membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, son action trouve d'autant plus d'écho.

Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux, la société civile est davantage informée, voire mobilisée pour des causes internationales.-Il est alors illusoire de croire que la frontière entre politique extérieure et intérieure est étanche..

Pourtant, EELV ne s'intéresse pas toujours suffisamment à ces questions. Le parti délègue trop souvent à ses parlementaires nationaux ou européens le soin des analyses critiques et les interventions publiques sur la situation du monde et sur les engagements de la France. Quelle que soit la justesse de leurs interventions, la parole des élu-es ne peut pas remplacer les prises de positions politiques du parti sur la stratégie géopolitique ou militaire de la France et ses répercussions de politique intérieure.

Il est de la responsabilité de EELV de contribuer au débat public dans le domaine « réservé » du président de la République, où l'intervention parlementaire est limitée et pour lequel les informations sont généralement insuffisantes.

EELV doit aussi s'adresser à ses propres militant/es, engagé/es, au titre individuel, dans la solidarité avec les peuples, et qui attendent aussi du parti une prise de position et des analyses sur la politique extérieure du gouvernement et sur sa diplomatie.

Enfin, notre projet de transition écologique pour la France gagnerait en cohérence et lisibilité si l'on parvenait à mieux mettre en lumière les enjeux internationaux et militaires actuels de la politique française qui peuvent ou non le favoriser. Comment par exemple dissocier l'importance du

dispositif militaire français en Afrique et les enjeux de matières premières énergétiques considérables que ce continent représente pour notre pays ? Comment se référer au respect du Droit international sur certains dossiers et le mettre de côté sur d'autres ?

La nomination de Pascal Canfin, comme Ministre délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères en charge du Développement a donné, sans conteste un levier d'intervention institutionnelle pour faire avancer nos positions pour une coopération internationale favorisant un autre développement, durable et autonome, la souveraineté alimentaire au Sud et au Nord, etc.

Mais la diplomatie « économique » que prône le gouvernement, comme les interventions armées qui lui ré-attribue le rôle de puissance militaire, auront un impact direct sur la politique écologique que nous souhaiterions en France et dans le monde.

La France mène une politique extérieure peu cohérente entre la recherche de marchés-avec des régimes dictatoriaux et l'appui aux luttes des peuples qui se battent contre ces dictatures,

Les engagements en matière du respect du droit international pris par la France ne sont pas toujours respectés par le gouvernement actuel (Palestine, Tibet, Sahara Occidental, etc.)

Nous affirmons à juste titre qu'il faut « *penser global , agir local* ». Cela nous oblige à une meilleure contextualisation de nos positions programmatiques par rapport à la politique extérieure française et la situation internationale.

Motion :

Le Conseil Fédéral réuni les 5 et 6 avril 2014 :

- - **Considère que la communication publique de EELV ne saurait se passer d'une vision sur les enjeux de la situation internationale et d'une analyse de la politique du gouvernement dans ce domaine,**
- **demande au Bureau exécutif de consacrer un temps de réflexion et d'analyse aux questions de politique internationale,**
- **mandate le BE, en lien avec les élu-es et les commissions *Transnationale* et *Paix et désarmement*, pour que les analyses de politique internationale soient intégrées dans ses déclarations de politique générale et sa communication publique,**
- **rappelle que, lors de sa précédente mandature, le CF avait voté qu'un temps fixe soit consacré à l'actualité internationale, la continuité des règles de fonctionnement doit donc s'appliquer, et ce temps réintégré aux ODJ,**
- **affirme la nécessité de mettre en lumière les répercussions possibles des décisions prises au niveau international sur les politiques nationales,**
- **demande que les motions déposées au CF intègrent, autant que possible, la dimension internationale à leur problématique,**

· appelle les militants et les parlementaires à amender le projet de loi sur le développement et la solidarité internationale, en particulier le corps de la loi afin :

- de prioriser véritablement l'effort financier en faveur des pays les plus pauvres (dits les moins avancés) et notamment les pays sub-sahariens.
- d'instaurer dans la coopération internationale une conditionnalité démocratique sociale et environnementale qui mette en cohérence les politiques internationales françaises et européennes avec la politique de développement.

· S'associe aux mobilisations citoyennes et des collectivités locales contre le projet d'accord transatlantique (TAFTA), ainsi qu'au combat des sociétés civiles et paysannes mondiales contre les accords de libre échange qui se multiplient.

Demande qu'un bilan politique des interventions militaires en Afrique subsaharienne, en Afghanistan et en Libye soit présenté.

Demande qu'une réflexion sur des solutions concrètes pour la résolution non violente des conflits soit menée.

Pour : 51 ; blancs : 24.